

Décision n°2023-048
Finances locales

Reçu en préfecture le 07/02/2023 5 LO

Envoyé en préfecture le 07/02/2023

ID: 060-216001743-20230201-DCRG230207002-AU

Le maire de Creil, Direction des affaires générales

- Vu les lois 82-213 du 2 mars 1982 et 82-623 du 22 juillet 1982 modifiées relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,
- Vu la délibération n°3 du conseil municipal en date du 17 février 2011,
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 10 juillet 2020, certifiée exécutoire le 15 juillet 2020 portant délégation à monsieur le maire de la totalité des pouvoirs énumérés à l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales, à charge pour lui de rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal,

Considérant :

Que la ville de Creil souhaite renouveler sa cotisation aux Villes de France pour l'année 2023.

Décide :

Article 1: de verser aux Villes de France, sise 94 rue des Sèvres à Paris (75007), une cotisation d'un montant de 3981.23€ TTC, pour l'année 2023.

Article 2 : d'imputer les dépenses correspondantes aux comptes prévus à cet effet sur le budget de la Ville.

Article 3: la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14 rue Lemerchier – 80000 Amiens – dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle elle est certifiée exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Jean-Claude VILLEMAIN

Date de notification :

0 7 FEV. 2023

Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville :

0 8 FEV. 2023